

Les Canadiens ont tous droit à une qualité de vie enrichissante sur le plan personnel. Le marché libre ne tient pas compte des défavorisés. Nous devons tâcher de combler le fossé qui sépare riches et pauvres dans notre pays, un fossé qui s'est élargi à cause des mesures fiscales irréflechies et injustes du gouvernement Mulroney et de sa politique de libre-échange. On ne bâtit pas un pays fort en abandonnant à leur sort les pauvres, les chômeurs, les vieillards et les gagne-petit.

* * *

LA MAGISTRATURE

LA CRÉATION D'UN CENTRE POUR LA FORMATION DES MAGISTRATS

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, quelle serait votre réaction si vous alliez à l'hôpital pour y subir une opération et que vous appreniez que votre médecin a étudié à la faculté de médecine, mais qu'il n'a jamais suivi de cours de chirurgie, qu'il a seulement été formé en cours d'emploi? Vous réagiriez probablement de la même manière que les Canadiens qui se retrouvent devant un tribunal pour découvrir que le juge a peut-être étudié le droit, mais qu'il n'a jamais reçu la moindre formation à la magistrature, qu'il a été formé sur le tas.

En réalité, vous avez l'assurance, monsieur le Président, que votre chirurgien a suivi une formation rigoureuse dans sa spécialité. Ce n'est pas le cas de nos juges. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les Canadiens, d'après les sondages d'opinions, ont perdu confiance en notre système de justice pénale. C'est pourquoi l'annonce par le ministre de la Justice (M. Hnatyshyn) de la création d'un centre judiciaire canadien pour la formation des magistrats revêt une telle importance. Espérons que le centre offrira bientôt des cours sur l'art de prononcer des sentences uniformes. Cela aiderait grandement à rétablir la confiance du public dans le système.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES MINORITÉS VISIBLES

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, l'accord commercial Mulroney—Reagan, que nous avons commencé à débattre aujourd'hui, représente une terrible menace pour des milliers de Canadiens appartenant aux minorités.

Chose certaine, l'accord fera disparaître des emplois dans l'industrie de la confection au Canada. Le gouvernement a reconnu qu'il faudra des programmes d'ajustement pour les

Article 21 du Règlement

employés de ce secteur et d'autres afin de les aider à se trouver un nouvel emploi. Malheureusement, les femmes des minorités visibles qui travaillent dans ces industries sont très mal préparées pour occuper d'autres emplois. Le gouvernement n'a rien fait pour les préparer à jouer un rôle utile dans la société hautement technicienne dont on prédit l'avènement au Canada.

Cet accord de libre-échange avec les États-Unis va forcer des milliers de Canadiens des minorités visibles à dépendre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Ceux qui occupent les plus bas échelons de la pyramide sociale canadienne vont se faire écraser par l'ambition démesurée du gouvernement conservateur en ce qui concerne le libre-échange.

Il est cruel de dire que le Canada en sortira plus fort, quand ce sont les plus faibles de notre société qui deviendront les déchets de l'industrie canadienne.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU CHEF DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Rob Nicholson (Niagara Falls): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'Oshawa (M. Broadbent) d'avoir envoyé à mes électeurs des documents qui aviveront l'intérêt pour le libre-échange dans la circonscription de Niagara Falls. J'ai reçu plusieurs appels de personnes qui voulaient savoir la vérité sur cette question très importante, dans une région qui exporte 30 p. 100 de toute sa production aux États-Unis. Le député d'Oshawa se trompe cependant. Les garanties du Pacte de l'automobile et l'engagement canadien concernant la valeur ajoutée subsistent. Par ailleurs, l'Accord de libre-échange encourage les nouveaux-venus dans l'industrie nord-américaine à utiliser davantage de pièces ou de la main-d'oeuvre canadienne ou américaine. Les travailleurs et les sociétés canadiens ont prouvé qu'ils sont concurrentiels. Les Canadiens peuvent être sûrs que la fabrication d'automobiles et de pièces subsisteront.

Le député d'Oshawa ne comprendrait pas ceci, mais c'est pour cela que les fabricants de pièces d'automobiles de ma circonscription approuvent cet accord. B. F. Goodrich, Brunner Manufacturing, Hayes Dana, Thompson Products et Ford Motor Corporation sont tous en faveur de cet accord. Les gens d'Oshawa savent que cet accord est bon pour le secteur automobile. Il est bon pour l'Ontario, il est bon pour le Canada parce qu'il est bon pour la péninsule de Niagara.